



Les facteurs de croissance des PME en région Centre



www.infodiagnostiqueur.com

Sur 20 000 PME présentes en 2003 et en 2011, 2 800 sont en forte croissance et génèrent de l'emploi. Les PME du transport et celles des services aux entreprises sont plus fréquemment dynamiques. La croissance des entreprises va de pair avec des facteurs tels l'innovation, la rentabilité du capital ou sa productivité. Mais les PME en forte croissance présentent une dépendance à l'endettement plus marquée.

Les PME occupent une place primordiale dans l'économie régionale : elles regroupent plus de la moitié de l'emploi salarié des entreprises du territoire. Les plus dynamiques jouent un rôle central dans la création d'emploi.

Avec la crise, le cycle de vie des entreprises s'est accéléré avec de nombreuses cessations ou réductions d'effectifs, dans le Centre comme ailleurs. À l'inverse, certaines unités se sont créées et d'autres ont embauché de nouveaux salariés. Stabiliser l'emploi, et même le développer dans les entreprises existantes, constitue un enjeu important afin de compenser les défections.

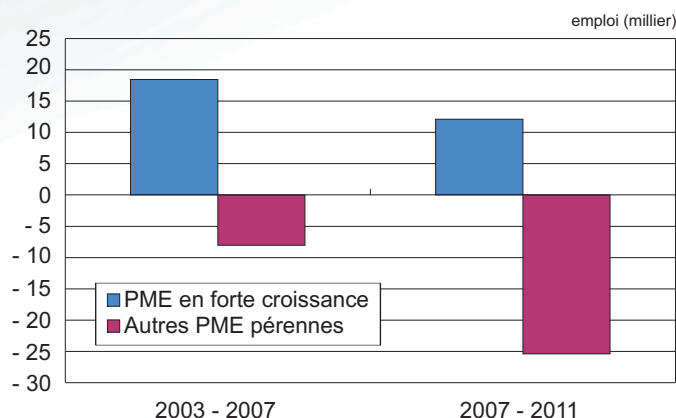
Pour soutenir les entreprises et les aider dans leur croissance, les pouvoirs publics ont initié diverses actions. Le Conseil régional a souhaité disposer d'informations permettant de mieux caractériser les petites et moyennes entreprises (PME), d'identifier leurs forces, leurs faiblesses et les facteurs favorisant leur expansion afin de mieux cibler les dispositifs d'accompagnement.

Cette étude porte sur les 20 000 PME présentes en région Centre en 2003 et toujours en activité en 2011, dites pérennes. En 2011, ces PME emploient au total 200 000 salariés.

↳ Environ 30 000 emplois créés dans les entreprises en forte croissance

Entre 2003 et 2011, l'emploi a progressé dans un peu plus de trois PME sur dix. En particulier, 2 800 PME sont en forte croissance, avec une hausse de leur effectif d'au moins 20 % : elles ont créé plus de 30 000 emplois en huit ans. Elles ont été moins impactées par la crise et quelle que soit leur taille, ont plus que doublé leur niveau d'emploi. Mais les emplois générés ne compensent pas les pertes subies.

Évolution de l'emploi dans les entreprises pérennes avant la crise et après



Note de lecture : les PME en forte croissance ont gagné plus de 12 000 emplois entre 2007 et 2011.

Champ : unités de moins de 250 salariés en 2003 et pérennes de 2003 à 2011 en région Centre

Source : Insee, Clap 2003 et 2011

Sur cette même période, les effectifs dans les autres PME, en croissance modérée ou en recul, ont diminué de 33 000 salariés. Le solde pour l'ensemble des PME est donc négatif, de 3 000 postes.

Les trois quarts de la baisse d'effectif sont intervenus à partir de la crise économique et financière de fin 2007. Dans les entreprises en expansion, les hausses d'emploi enregistrées en début de période se sont poursuivies après la crise mais de manière moins marquée.

↳ Transport et services aux entreprises, secteurs dynamiques

Hors influence du contexte économique, la croissance des entreprises dépend également de leurs caractéristiques, en particulier de leur secteur d'activité.

Le transport, les services aux entreprises et la construction sont surreprésentés parmi les PME en forte croissance. Les hausses d'emploi dans les PME les plus dynamiques des services aux entreprises et du transport compensent largement la baisse dans les autres PME. Dans ces secteurs, l'emploi progresse globalement de plus de 10 %. Par contre, la crise immobilière a fragilisé le secteur de la construction depuis 2008 et malgré la forte croissance de certaines entreprises, la progression de l'emploi reste limitée sur l'ensemble de ce secteur.

L'emploi industriel a diminué. Dans ce secteur, les entreprises de l'agroalimentaire sont plus souvent en forte croissance. Parmi les industries des biens intermédiaires et des biens d'équipement, les activités de maroquinerie et fabrication d'articles de voyage, de fabrication d'instrumentation scientifique et technique ou de mécanique générale sont davantage en expansion. Le secteur du commerce est moins dynamique en matière d'emploi.

Répartition des PME et évolution de l'emploi selon l'activité

	Répartition des PME		Évolution de l'emploi	
	PME en forte croissance	Ensemble des PME pérennes	entre 2003 et 2007	entre 2007 et 2011
Industrie	18,9	19,8	=	--
<i>dont IAA</i>	5,5	1,2	+	--
Construction	26,4	22,2	++	--
Commerce	25,7	30,1	+	--
Services aux entreprises	15,2	14,5	++	-
Services aux particuliers	7,9	9,0	=	--
Transport	5,9	4,4	++	+
Ensemble	100,0	100,0	+	--

Note de lecture : parmi les PME en forte croissance, 18,9 % exercent une activité industrielle, pour 19,8 % parmi l'ensemble des PME pérennes.

++ : hausse de l'emploi > à 10 % ; -- : diminution de l'emploi d'au moins 5 %

Champ : unités de moins de 250 salariés en 2003 et pérennes de 2003 à 2011 en région Centre

Source : Insee, Clap 2003 et 2011

↳ L'innovation, un facteur favorable

Les entreprises sont dites innovantes quand elles ont opéré un changement de leur modèle économique, de leur organisation ou encore de leurs produits.

Elles sont plus fréquemment en expansion : en effet, parmi les entreprises en croissance, 5 % sont innovantes alors qu'elles ne sont que 2 % parmi les autres PME pérennes. Cette part est même supérieure ou égale à 10 % dans les services aux entreprises et dans l'industrie, en particulier dans les biens d'équipement et les biens intermédiaires. Les catégories socioprofessionnelles en lien avec la recherche et le développement y sont les plus présentes, en début comme en fin de période.

Les entreprises des pôles de compétitivité sont plus souvent innovantes et plus fréquemment dynamiques. Parmi les PME en croissance, la proportion de celles qui font partie d'un pôle est légèrement supérieure à celle de l'ensemble des PME pérennes de la région. Néanmoins, la

Champ de l'étude : les PME pérennes

Les PME sont ici les unités légales inscrites au répertoire Sirene, dont l'effectif est inférieur à 250 salariés en 2003. La notion de PME étudiée est un raccourci et se distingue de la définition légale. Une PME est dite pérenne si fin 2003 elle avait au moins un salarié dans le Centre et a toujours au moins un établissement dans la région fin 2011.

seule appartenance à un pôle de compétitivité n'est pas un facteur suffisant pour générer une forte croissance.

Les entreprises les plus récentes ont plus de chance de voir croître leur effectif. D'une part, elles sont plus innovantes et se sont créées dans des secteurs plus dynamiques, comme la construction, le transport ou l'industrie agro-alimentaire. D'autre part, elles ne se situaient qu'au début de leur cycle de vie en 2003.

↳ Davantage de cadres dans les PME en expansion

Hormis pour les activités des services aux particuliers, la présence de cadres constitue aussi un facteur favorable à la croissance des PME. Fin 2003, le taux d'encadrement

Les chances de forte croissance parmi les entreprises pérennes

Chances de croissance forte

Effectifs salariés en 2003	
De 1 à 9 salariés	1 (réf.*)
De 10 à 19 salariés	0,7
De 20 à 49 salariés	0,5
De 50 à 249 salariés	0,4
Secteurs d'activité	
Industries agricoles et alimentaires	1,3
Industrie des biens de consommation	1,0
Industrie automobile	1,2
Industrie des biens d'équipement	1,1
Industrie des biens intermédiaires	1,1
Construction	1,5
Commerce	1 (réf.)
Transport	1,9
Services aux entreprises	1,2
Services aux particuliers	1,1
Entreprises innovantes	
Non	1 (réf.)
Oui	3,2
Appartenance à un pôle de compétitivité	
Non	1 (réf.)
Oui	1,1
Part des cadres parmi les salariés en 2003	
Aucun cadre	1 (réf.)
De 0 à moins de 5 %	1,3
De 5 à moins de 10 %	1,0
10 % ou plus	1,3
Taux d'exportation en part du chiffre d'affaires en 2010	
Inférieur à 1 %	1 (réf.)
De 1 à moins de 3 %	1,6
De 3 à moins de 10 %	1,1
10 % ou plus	1,3

réf.* : référence

Note de lecture : les PME innovantes se développent mieux en termes d'emploi. Toutes choses égales par ailleurs, la probabilité qu'une PME innovante soit en forte croissance est 3,2 fois supérieure à celle d'une PME non innovante (situation de référence). À l'inverse, les PME de 50 à 249 salariés ont moins de chance (0,4) de se développer fortement qu'une PME de 1 à 9 salariés (situation de référence).

Champ : unités de moins de 250 salariés en 2003 et pérennes de 2003 à 2011 en région Centre

Sources : Insee, Clap 2003, Dads 2003, Esane 2010 - Insee et DGCIS, Base annuelle sur les pôles de compétitivité - Fichier des entreprises innovantes de l'Ariit Centre

dans les PME les plus dynamiques est supérieur à celui de l'ensemble des PME pérennes. Cet écart augmente avec la taille de l'entreprise. Il est également plus fort dans l'industrie et la construction, supérieur à 1 point pour ces deux secteurs. Pour les unités industrielles de plus de 50 salariés il atteint même 3,4 points. La surreprésentation des cadres dans les PME en expansion se vérifie également en fin de période.

Part des cadres parmi les salariés selon le secteur

%

	PME pérennes	dont PME en forte croissance
Industrie	10,2	11,1
Construction	3,9	4,8
Commerce	6,5	6,7
Services aux entreprises	15,7	15,5
Services aux particuliers	3,7	3,0
Transport	3,1	3,3
Ensemble	7,9	8,6

Champ : unités de moins de 250 salariés en 2003 et pérennes de 2003 à 2011 en région Centre

Source : Insee, Dads 2010

La proportion plus importante de cadres dans les PME en croissance n'implique pas une plus forte rémunération : le salaire moyen y est comparable à celui de l'ensemble des PME pérennes. La part des CDI est légèrement plus faible dans les entreprises en forte expansion et la proportion de salariés à temps complet y est équivalente.

➤ Davantage d'investissement, financé par l'emprunt

Les entreprises en forte croissance ont moins de capital par salarié, mais la productivité de ce capital y est plus importante. L'investissement plus marqué dans ces entreprises s'accompagne d'une plus grande dépendance à l'endettement.

En fin de période, le niveau de capital par salarié moins élevé dans les entreprises dynamiques a d'abord une explication structurelle : les PME en forte croissance sont plus présentes dans des secteurs où les besoins en capital sont moindres, comme la construction. De plus, la progression de l'emploi y est plus rapide que celle des investissements : le rapport entre immobilisations et effectif en est diminué d'autant. Enfin, la baisse des effectifs dans les entreprises en difficulté augmente le rapport entre capital et nombre de salariés. Si le niveau de capital par salarié est moindre dans ces entreprises en forte croissance, la productivité du capital y est supérieure de près d'un quart. Ainsi, même avec moins de capital, la valeur ajoutée par salarié est proche dans les PME en forte croissance et les PME pérennes.

Principaux ratios financiers

	PME pérennes	dont PME en forte croissance
Intensité capitalistique	61	46
Taux d'investissement (%)	9	10
Taux d'autonomie financière (%)	39	35
Endettement / Excédent brut d'exploitation	2	1,8

Champ : unités de moins de 250 salariés en 2003 et pérennes de 2003 à 2011 en région Centre

Source : Insee, Esane 2010

Pour une meilleure connaissance des mécanismes de développement des PME régionales

L'accompagnement des entreprises nouvellement créées ou en développement figure parmi les priorités régionales. Aussi, la Région Centre s'associe régulièrement à l'Insee afin de mieux connaître les caractéristiques des entreprises régionales, leurs performances et leurs évolutions.

Fruit d'une nouvelle collaboration, cette publication consacrée aux PME régionales donnent des informations inédites sur leurs profils, leurs forces et faiblesses, ainsi que les facteurs favorables à leur croissance. L'étude fournit ainsi des éléments objectifs permettant d'éclairer l'action publique en faveur du développement des PME régionales.

Région Centre

Pour compenser ce plus faible niveau de capital par salarié, les entreprises dynamiques investissent davantage en fin de période, surtout celles ayant plus de 10 salariés. D'autres raisons expliquent ce plus fort investissement. D'une part, certaines n'ont pas fini leur croissance et doivent donc investir. D'autre part, ces entreprises ont plus de ressources financières pour le faire, sont moins limitées dans leurs choix et peuvent davantage emprunter.

La contrepartie de ces investissements supplémentaires est une plus grande dépendance au marché financier et aux emprunts bancaires. En fin de période, l'endettement y est supérieur. Cependant, les revenus et les marges permettent aux entreprises en croissance de rembourser leurs crédits.

➤ Une meilleure rentabilité du capital

Les entreprises en fort développement présentent une meilleure capacité à rentabiliser les fonds apportés par les associés et les prêteurs. Cette rentabilité s'explique d'abord par leur meilleure productivité du capital. Ces

Indicateurs comptables

Valeur ajoutée : mesure de la création de richesse. De manière simplifiée, il s'agit du chiffre d'affaires diminué des coûts d'achat des marchandises et matières premières.

Intensité capitalistique : mesure du volume de capital nécessaire à la production. Elle est calculée comme le rapport entre les immobilisations corporelles (les terrains, les constructions, l'outillage, les ordinateurs...) et les effectifs salariés.

Taux d'investissement : mesure de la part de la richesse produite consacrée à l'investissement en immobilisation corporelle (hors R&D). Il est calculé comme le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée.

Taux d'autonomie financière (ou solidité de l'entreprise) : part des financements propres. Il est calculé comme le rapport entre les capitaux propres et le total net du bilan, ce dernier intégrant donc les dettes.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : mesure de la valeur qui revient à l'entreprise, indépendamment des conditions de financement et des événements exceptionnels. C'est la ressource d'exploitation dégagée par l'activité. L'EBE est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur la production (hors impôt sur les sociétés) et augmentée des subventions d'exploitation.

Taux de marge : mesure de la rentabilité du fonctionnement d'une entreprise. Il intègre principalement les ventes, achats, stocks, charges salariales et les impôts. Cet indicateur est calculé en rapportant l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

unités dégagent également une marge plus forte après paiement des salaires. En 2003, le taux de marge, mesure de la part de la valeur ajoutée non versée en salaires, est supérieur de 1 point dans les entreprises en forte croissance. En 2010, cet écart reste stable.

Cette marge est principalement utilisée pour rembourser les crédits ou financer l'investissement. Elle l'est moins à destination des actionnaires que dans l'ensemble des PME. En fin de période, le montant des dividendes rapporté à l'excédent brut d'exploitation est plus faible dans les entreprises qui ont augmenté leur effectif.

➔ Exportations et croissance de l'emploi corrélées

La croissance et l'ouverture sur l'extérieur, tant par les exports que par l'appartenance à un groupe, sont liées. En début de période, la part de chiffre d'affaires réalisé à l'export n'est pas différente selon que la PME est en croissance ou non. Des écarts existent toutefois selon les secteurs. Ainsi,

dans les PME industrielles et celles des services aux entreprises, le taux d'exportation est légèrement supérieur dans les PME en expansion. Une entreprise exportatrice, en début de période, n'a pas plus de chances d'augmenter ses effectifs qu'une entreprise qui n'exporte pas. Par contre, en fin de période, les entreprises dont les effectifs ont augmenté ont un meilleur taux d'exportation. Hausse des emplois et exportations vont donc de pair.

De même, l'appartenance à un groupe en début de période n'est pas un facteur de croissance. Mais, en fin de période, les entreprises dont les effectifs ont augmenté sont proportionnellement plus nombreuses à appartenir à un groupe. D'une part, les entreprises « indépendantes » ont la volonté de rejoindre un groupe afin de bénéficier de ses appuis, notamment en termes de financement. D'autre part, les entreprises qui souhaitent se développer ou conquérir de nouveaux marchés préfèrent acheter des PME en bonne santé. ◆

Pour comprendre ces résultats

Définitions

Les **PME en forte croissance** sont un sous-ensemble des PME pérennes. Dans le texte, ces PME sont aussi définies comme en expansion ou en fort développement.

Une PME est en forte croissance (ou expansion) si l'augmentation de ses effectifs est supérieure au 9^e décile de sa tranche d'effectif, calculée sur l'effectif fin 2003.

Le **secteur d'activité** des PME est déterminé d'après la NAF (rév1 de 2003) du plus important établissement en termes d'emploi implanté en région Centre fin 2003.

Un **pôle de compétitivité** est, sur un territoire délimité, l'association d'entreprises, de centres de recherche et d'organismes de formation, engagés dans une démarche partenariale (stratégie commune de développement), destinée à dégager des synergies autour de projets innovants.

L'analyse « toutes choses égales par ailleurs »

L'analyse des chances de croissance d'une PME est réalisée à l'aide d'une régression logistique. Les effets de chaque facteur sont présentés en écart par rapport à une situation de référence (égale à 1). Les effets des autres variables sont annulés, d'où une analyse « toutes choses égales par ailleurs ». Plus le coefficient est élevé (et supérieur à 1), plus la probabilité est forte que l'entreprise développe fortement son effectif ; à l'inverse, plus il est faible (et inférieur à 1), plus cette probabilité est réduite.

Sources

Les résultats sont issus des sources suivantes :

- ➔ Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) ;
- ➔ Déclarations annuelles de données sociales (Dads) ;
- ➔ Les données comptables et financières des entreprises avant 2008 proviennent du Système unifié de statistiques d'entreprises (Suse), exploitation conjointe de deux sources principales d'information :
 - ① l'une fiscale, qui constitue le « socle » du système et regroupe les déclarations de bénéfices des entreprises.
 - ② l'autre statistique, qui comprend les enquêtes annuelles d'entreprise (EAE).

À partir de 2008, le dispositif d'élaboration des statistiques annuelles d'entreprise (Esane) unifie les déclarations fiscales et les enquêtes annuelles d'entreprise. Il combine des données administratives (obtenues à partir des déclarations annuelles de bénéfices que font les entreprises à l'Administration fiscale, et à partir des données annuelles de données sociales qui fournissent des informations sur les salariés) et des données issues d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique pour produire les statistiques structurelles d'entreprises.

➔ Fichier des entreprises innovantes fourni par l'Agence régionale pour l'innovation et le transfert de technologie (Aritt Centre). Le caractère innovant est déterminé par un diagnostic Innovation croissance réalisé par le réseau Centre Innovation après un travail de rencontres des chefs d'entreprise.

Pour en savoir plus

« En région Centre, les nouvelles entreprises auront créé plus de 9 000 emplois après cinq ans », *Insee Centre Info n° 192*, octobre 2013.

« La moitié des salariés de la région travaille dans une entreprise de grande taille », *Insee Centre Info n° 187*, mars 2013.

« La participation aux pôles de compétitivité : quels effets pour les PME et ETI ? », *Insee Analyses n° 14*, novembre 2013.

Institut national de la statistique et des études économiques

Direction régionale du Centre
131 rue du faubourg Banner
45034 Orléans Cedex 1
Tél : 02 38 69 52 52 - Fax : 02 38 69 52 00
www.insee.fr/centre

Directeur de la publication

Dominique Perrin

Coordination des études

Corinne Chevalier

Équipe de projet

Benoît Bourges
Stéphanie Héran

Rédaction en chef

Philippe Calatayud
Danielle Malody

Maquettiste, webmestre

Christian Leguay

Relations médias

Pascale Haye-Delise
Hortense Robert